



Public statement on WWF fundraising in Southeast Asia

Perpetrators of human rights violations are not qualified to lead conservation projects. Prior to CITES COP 18 in Geneva (17-28 August 2019), IWMC World Conservation Trust learned today from The Source that on 18 August, WWF will announce the launch of its US\$20 million (2018-2022) project to implement the "Global Ivory Ban" in China, Thailand, Burma, Laos, Viet Nam, Japan and Cambodia. This raises the question of whether WWF is an appropriate organization to control the implementation of costly conservation initiatives in Asia and Africa.

The fact is that WWF is currently being investigated for funding, support, intentionally or unintentionally, and/or coverage of gang rape, torture and murder committed as part of the NGO conservation programme in Africa and Asia. According to IWMC President Eugene Lapointe, it is simply not acceptable that WWF should be allowed to shamelessly exploit COP18 as a platform to promote a new WWF project to monitor conservation policies, as subject of ongoing investigations by law firms, media and national governments into the serious crimes for which it is accused. IWMC cites the strong response from the German government as an example of how Parties and COP18 participants should respond to WWF's requests for support and additional funding; Germany recently suspended all funding to WWF pending the results of the NGO's investigation of human rights violations.

When it comes to being involved in human rights violations, WWF has a form. For example, it has been linked to tuna fishing operations in Thailand, under the suspicion by the US Department of State, for the exploitation of children in fishing and processing operations.

IWMC President Eugene Lapointe commented:

"All Parties and participants involved in CITES and CoP18 have a duty to protect the reputation of the Convention. Given the strength of the evidence and the seriousness of the charges against WWF from multiple credible sources, no support or funding should be provided to this NGO until the outstanding issues have been resolved. The fact is that it is simply not ethical for WWF to promulgate its promotion and fundraising activities at COP18. Therefore, we urge Parties and CoP18 participants to be extremely cautious before supporting WWF campaigns."

Déclaration publique sur la collecte de fonds du WWF en Asie du Sud-Est

Les auteurs de violations des droits de l'homme ne sont pas aptes à diriger des projets de conservation

Avant la CdP 18 de la CITES à Genève (17-28 août 2019), l'IWMC World Conservation Trust a appris aujourd'hui de La Source que le 18 août, le WWF annoncera le lancement de son projet de 20 millions USD (2018-2022) pour appliquer l'"interdiction mondiale de l'ivoire" en Chine, Thaïlande, Birmanie, Laos, Viet Nam, Japon et Cambodge. Cela soulève la question de savoir si le WWF est une organisation appropriée pour contrôler l'implantation d'initiatives de conservation coûteuses en Asie et en Afrique.

Le fait est que le WWF fait actuellement l'objet d'une enquête pour financement, soutien, intentionnellement ou non, et/ou organisation d'une couverture des viols collectifs, tortures et meurtres commis dans le cadre du programme de conservation des ONG en Afrique et en Asie. Selon le président de l'IWMC, Eugene Lapointe, il n'est tout simplement pas acceptable que le WWF soit autorisé à exploiter sans vergogne la CdP18 comme plate-forme pour promouvoir un nouveau projet du WWF visant à contrôler les politiques de conservation dans le cadre des enquêtes en cours des cabinets juridiques, médias et gouvernements nationaux sur les crimes graves dont il est accusé. L'IWMC cite la réponse énergique du gouvernement allemand comme exemple de la manière dont les Parties et les participants à la CdP18 devraient répondre aux demandes de soutien et de fonds supplémentaires du WWF ; l'Allemagne a récemment suspendu tout financement au WWF en attendant les résultats de l'enquête sur les violations des droits humains par l'ONG.

Lorsqu'il s'agit d'être impliqué dans des violations des droits de l'homme, le WWF a une forme. Par exemple, elle a été liée aux opérations de pêche thonière en Thaïlande, sous surveillance du département d'État américain, pour l'exploitation d'enfants dans les opérations de pêche et de transformation.

Le président de l'IWMC, Eugene Lapointe, a commenté :

"Toutes les Parties et tous les participants impliqués dans la CITES et la CdP18 ont le devoir de protéger la réputation de la Convention. Compte tenu de la force des preuves et de la gravité des accusations portées contre le WWF par de multiples sources crédibles, aucun soutien ou financement ne devrait être accordé à cette ONG jusqu'à ce que les questions en suspens aient été résolues. Le fait est qu'il n'est tout simplement pas éthique pour le WWF de promulguer ses activités de promotion et de collecte de fonds à la CdP18. Par conséquent, nous exhortons les Parties et les participants à la CdP18 à se montrer extrêmement prudents avant d'apporter leur soutien aux campagnes du WWF."